

CHARTRE DES PARCS D'ACTIVITES DU 21^{ème} SIECLE



PREAMBULE

Engager une démarche qualité volontariste

Lille Métropole a engagé en 2003, avec ses partenaires, un chantier ambitieux d'aménagement de 1000 ha de foncier économique. Ce projet, ambitieux dans sa partie quantitative, doit aujourd'hui innover pour gagner en qualité et contribuer à inventer la forme de l'Eurométropole du 21^{ème} siècle, en garantissant les meilleures conditions d'accueil des entreprises.

L'ambition est d'asseoir la Métropole Lilloise comme vitrine de l'aménagement économique durable du 21^{ème} siècle.

Lille Métropole et ses partenaires s'engagent en effet pour développer la prise en compte du développement durable, de la qualité environnementale et architecturale dans toutes les opérations d'aménagement de parcs d'activités qu'ils entreprennent.

La présente Charte est une véritable opportunité pour Lille Métropole et l'ensemble des partenaires signataires de conjuguer leurs efforts pour doter la Métropole d'atouts différenciants, particulièrement en période de crise.

Au-delà d'un dispositif de marketing territorial, essentiel pour capter de nouveaux projets en période de crise et d'accélération des mutations économiques, sa mise en œuvre permettra concrètement de valoriser le territoire métropolitain et de renforcer son attractivité économique dans un contexte concurrentiel tendu. L'image nouvelle des parcs d'activités du 21^{ème} siècle permettra de révéler les incontestables atouts d'une métropole entreprenante, au cœur de l'Europe du nord-est.

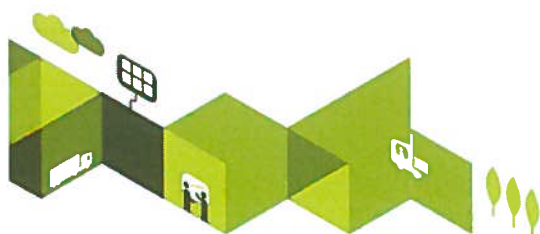
Par ailleurs, à l'heure où l'arrondissement de Lille engage des réflexions pour se doter d'un Schéma de Cohérence Territoriale, cet engagement partenarial métropolitain prend tout son sens et permet à la fois de prendre des engagements de court terme en matière de qualité d'aménagement des parcs d'activités et de peser dans l'amélioration continue de ces engagements dans une logique de long terme.

Il s'agit enfin de préparer également la révision du Plan Local d'Urbanisme que Lille Métropole va engager prochainement.

Remettre l'économie au cœur de la ville du 21^{ème} siècle

Il s'agit pour Lille Métropole et ses partenaires de promouvoir un aménagement économique du territoire qui soit attractif, un véritable facteur différenciant pour la Métropole.

L'ambition est ici d'agir pour mettre l'économie au cœur de la stratégie d'aménagement du territoire, pour que les futurs parcs soient pleinement intégrés à la ville intense et permettent un accueil de toutes les économies.



A cet effet, les futurs parcs d'activités seront réalisés prioritairement dans le tissu urbain actuel ou en continuité, dans la limite des contraintes spécifiques d'accessibilité, d'emprises foncières, et de nuisances potentielles imposées par ces parcs et leurs entreprises à leur environnement dans lequel ils doivent s'insérer pacifiquement. Ils seront des consommateurs intelligents de foncier, denses et intenses

Une charte partenariale par essence

La présente Charte est le résultat d'un travail partenarial. En effet, dès l'amont, Lille Métropole s'est entourée de ses partenaires naturels pour partager les enjeux, les ambitions ainsi que les objectifs d'une démarche de qualité sur les parcs d'activités de son territoire.

L'élaboration de ce document a été ponctuée, outre des instances techniques et politiques classiques, d'un séminaire où les grandes ambitions ont été présentées puis déclinées, ainsi que d'ateliers participatifs où chacune des valeurs a été partagée puis approfondie dans une logique de concertation et d'échanges.

Par ailleurs, Lille métropole a également profité de cette démarche pour étoffer son réseau de partenaires, en participant activement au projet INTERREG IVB C2C BIZZ (Cradle to cradle for business sites). Les partenaires de ce projet européen ont pu apporter un regard neuf sur la démarche et favoriser l'appropriation d'enjeux de qualité au travers de leurs propres expériences. Les éléments techniques de la Charte ont ainsi pu être enrichis des orientations innovantes que promeut le Cradle to cradle.

Placer les entreprises au cœur de la démarche

L'ambition de la présente charte est de réunir les conditions d'un aménagement économique de qualité, en accord avec les principes du développement durable et garantissant un accueil optimal pour toutes les entreprises du territoire.

Ce document concerne en priorité les PME-PMI, le secteur industriel ainsi que le secteur des logistiques, éléments structurants de l'économie métropolitaine. Ces entreprises, confrontées souvent à des contraintes réglementaires et financières, doivent pouvoir se prévaloir des bénéfices liés au développement durable, tant d'un point de vue d'image, que d'économies et d'insertion dans leur environnement immédiat (facilitant ainsi leur acceptation par les riverains et donc leur développement respectueux).

La Charte se fait donc un devoir de placer l'utilisateur final au centre de ses préoccupations et souhaite lier efficacement attractivité économique, qualité et densité urbaines, et acceptabilité par les professionnels du monde économique, qu'ils soient aménageurs, promoteurs ou entreprises.



PARTIE I : Miser sur une Charte gagnant-gagnant et partenariale pour augmenter progressivement & durablement la qualité des parcs d'activités métropolitains

ARTICLE 1 : La présente Charte a pour but de générer une augmentation de la qualité des parcs et espaces d'activités réalisés sur le territoire de Lille Métropole. Cette augmentation ne se fera pas du jour au lendemain, mais dans une optique progressive et de long terme, permettant une appréhension et une intégration plus aisée et plus opérationnelle par les différents acteurs concernés.

Cette stratégie sera ainsi et logiquement différenciée selon que l'on évoque des parcs d'activités en cours d'aménagement, en préparation ou prévus à plus long terme (horizon du SCOT).

Cette démarche qualitative s'adressera également aux zones d'activités existantes, nombreuses sur le territoire, mais souvent réalisées dans les années 60 ou 70. Dans un premier temps, la présente Charte a donc vocation à susciter sur ces parcs existants des démarches expérimentales, en particulier sur la notion de gouvernance. Suite aux expérimentations sur les prototypes en particulier, elle pourra s'adapter spécifiquement à ces objets économiques existants qui font l'objet de problématiques bien différentes, au regard des entreprises installées etc.

ARTICLE 2 : La stratégie des Parcs d'activités du 21ème siècle et les objectifs de la présente Charte, initiée par Lille Métropole, sont partagés par l'ensemble des partenaires signataires, qui ont souhaité dès l'amont intégrer cette démarche innovante. Cette stratégie prolonge et élargit le partenariat qui s'est déjà noué sur le projet 1000 ha de foncier économique.

Cette démarche regroupe donc autour de Lille Métropole :

- La Chambre de Commerce et d'Industrie du Grand Lille,
- La Chambre des Métiers et de l'Artisanat du Nord-Pas-de-Calais
- L'ADEME Nord-Pas-de-Calais
- Le Conseil de Développement de Lille Métropole
- Les sociétés d'économie mixtes du territoire
- Des aménageurs privés volontaires



- L'Etat
- Le Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais

ARTICLE 3 : L'ambition des Parcs d'activités du 21ème siècle et la présente Charte résultent d'une véritable coproduction avec les maires du territoire. Cette politique partagée fera l'objet d'une application sur l'ensemble des parcs d'activités du territoire métropolitain, dans une logique de progressivité.

ARTICLE 4 : L'élaboration de cette charte engage les signataires dans une stratégie gagnant-gagnant à double niveau :

- Entre institutionnels et aménageurs, les premiers impulsant une logique nouvelle de développement durable des activités économiques et d'attractivité du territoire, en activant pour les seconds des leviers d'investissement supplémentaires et une ingénierie technique collective.
- Entre aménageurs et entreprises, les premiers disposant d'outils adaptés pour mettre en œuvre leurs ambitions et permettant donc aux seconds de s'implanter dans des conditions valorisantes pour leur image, le développement de leurs activités et les conditions de travail de leurs salariés.



PARTIE II : S'engager sur 6 valeurs fondamentales, pour un label territorial durable, pérenne et pragmatique

ARTICLE 5 : Les acteurs signataires s'engagent collectivement à promouvoir l'amélioration durable de la qualité des parcs d'activités métropolitains.

Cette ambition se décline selon 6 valeurs fondamentales :

- **Valeur Densité** : Aménager des parcs d'activités denses et intenses pour en faire des consommateurs intelligents de foncier, à travers l'application de COS cibles ville intense, une gestion optimisée des réserves foncières des entreprises, la rationalisation et la mutualisation de certains usages, des approches architecturales de qualité pour donner une identité à l'objet « parc »... C'est également travailler sur l'emploi local et la valeur sociale de ces espaces de villes.
- **Valeur Mixité(s)** : Faire des parcs d'activités des espaces ouverts et perméables, de véritables lieux de vie pour entreprises, salariés et habitants, s'intégrant au mieux dans leur environnement et à la ville, en faisant du parc un lieu d'accueil de toutes les économies, en développant la mixité des fonctions urbaine et économique... bref, de véritables morceaux de ville.
- **Valeur Efficience énergétique** : Innover sur l'efficience énergétique des parcs d'activités en les pensant peu consommateurs d'énergies, voire producteurs d'énergies pour eux-mêmes et pour les autres en créant des synergies
- **Valeur Mobilité(s)** : organiser le parc comme un lieu efficace pour toutes les mobilités et inciter à l'utilisation des modes doux, développer l'utilisation des transports collectifs, organiser la mobilité des marchandises avec pour objectifs la rationalisation des flux et l'intermodalité. C'est aussi développer la mobilité des données, par le raccordement de tous les parcs au Très Haut Débit et le développement des usages numériques au service des entreprises et des salariés.
- **Valeur Performance écologique** : Augmenter la performance écologique des parcs d'activités en en faisant des espaces de diversité végétale et animale supports de la biodiversité, peu producteurs de rejets non valorisables
- **Valeur Gouvernance** : Adopter une gouvernance dynamique et partagée pour fluidifier le processus d'aménagement et d'appropriation des parcs d'activités, véritables lieux de vie et morceaux de ville, et pour établir une relation de confiance entre les entreprises, les collectivités, les acteurs professionnels concernés et les habitants.



ARTICLE 6 : Labelliser pour encourager, valoriser et partager

Lille Métropole et ses partenaires signataires mettent en place par la présente Charte une stratégie métropolitaine de labellisation des parcs d'activités du territoire, pour encourager, valoriser et distinguer les bonnes pratiques. L'objectif de ce label est de pouvoir valoriser les bonnes pratiques en projet sur le territoire et de mettre ainsi en lumière la faisabilité de celles-ci, dans un modèle économique viable et vertueux.

A terme, il sert également la création d'un réseau ainsi que la capitalisation et la diffusion de pratiques innovantes, au service d'un développement respectueux du territoire métropolitain.

Au-delà d'une volonté de différenciation et de marketing territorial, l'ambition est ici de créer un outil pragmatique et adapté au contexte métropolitain, reflétant à la fois les besoins du territoire, les ambitions des partenaires et les orientations d'aménagement économique à promouvoir sur le long terme.

Sans s'en affranchir, la présente charte se différencie dès lors de stratégies de normalisation ou de certifications préexistantes qui sont par essence éloignées d'un contexte métropolitain spécifique (nombreuses friches et tissu économique local à renforcer).

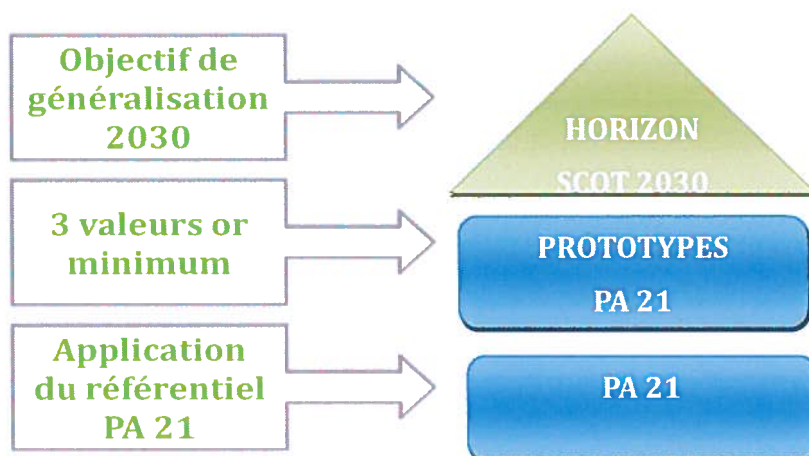
Les signataires de la présente Charte, au premier rang desquels Lille Métropole, choisissent donc de s'inscrire dans une démarche de territoire, innovante, ambitieuse et partenariale, chargée de servir au mieux les entreprises de Lille Métropole et de développer les atouts économiques de la Métropole.

ARTICLE 7 : Le label métropolitain des Parcs d'activités du XXI^{ème} siècle se veut une stratégie progressive de labellisation.

Il est proposé 3 niveaux de labellisation (cf. schéma ci-dessous) :

- « PA 21 » pour tous les parcs d'activités 1000 ha (y compris ceux en cours d'aménagement, qui devront respecter le référentiel
- Mention spécifique « Prototypes PA 21 » pour les sites choisis pour des expérimentations plus poussées, véritables « ambassadeurs » de la démarche Parcs d'activités du 21^{ème} siècle. Ils devront atteindre sur 3 valeurs au minimum l'ambition la plus forte.
- Un 3^{ème} niveau qui est celui à atteindre à l'horizon 2030 pour les parcs d'activités identifiés dans le cadre du SCOT.





4 étapes jalonnent le processus de labellisation :

- **Etape 1 : identification d'un projet de Parc 21**
- **Etape 2 : montage projet PA 21**
La Charte générale est traduite et contextualisée sur le site identifié, grâce à un accompagnement technique de Lille Métropole (équipe de bureaux d'études à disposition). La convention opérationnelle est élaborée entre le porteur de projet et Lille Métropole. Elle servira de base à la labellisation, la contractualisation des engagements et le suivi de l'application. Pour être labellisé, un projet doit prendre en compte a minima 60% des recommandations, quelque soit leur niveau, et réfléchir à une réponse pertinente et justifiée sur chacune des 6 valeurs de la charte.
- **Etape 3 : labellisation PA21**
Le comité de labellisation analyse le projet et la convention opérationnelle et décide de sa labellisation.
- **Etape 4 : attribution d'un prix**
Le conseil de gouvernance récompense un projet phare parmi les PA21 par la remise d'un « Grand Prix ».



PARTIE III : Eriger la Gouvernance en valeur fondamentale, au cœur d'un dispositif pragmatique et flexible

ARTICLE 8 : Dans un souci de pragmatisme, la Charte des Parcs d'activités du 21ème siècle sera déclinée et traduite sur chaque site dans un document spécifique, qui sera soumis à l'organe de labellisation pour examen et validation.

Cette convention opérationnelle formalisera l'ambition qualitative et les objectifs d'exemplarité visés pour chaque site. Elle identifiera les valeurs sur lesquelles l'aménageur souhaite particulièrement se mobiliser et les actions à mettre en œuvre pour ce faire. Parallèlement, elle mentionnera les moyens d'accompagnement (réglementaire, technique et/ou financier) mobilisés par la collectivité.

Cette convention opérationnelle « contractualisera » ainsi ces ambitions et l'accompagnement généré avec le futur aménageur. Elle sera à la fois l'outil de labellisation et l'outil de suivi des engagements pris.

Elaboration, contenu et suivi de la convention opérationnelle par site :

- Réalisée par l'équipe projet du futur parc d'activités, elle reprendra et intégrera au projet les grands objectifs de la Charte, qu'elle adaptera au site concerné. Ce document sera analysé par le comité de suivi pour labellisation du projet.
- La convention opérationnelle sera donc l'engagement de l'équipe projet, et en particulier de l'aménageur, à concevoir et réaliser un projet sur la base de ces valeurs. Elle contractualisera le niveau d'ambition sur chacune d'elles ainsi que les dispositifs d'accompagnement techniques et/ou financiers identifiés pour leur application. Chaque porteur de projet gardera la pleine responsabilité des engagements propres qu'il aura formalisés et inscrit dans ce document.
- Elle sera l'outil de suivi de l'application effective de ces recommandations et donc de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement contractualisés.
- La convention opérationnelle sera valable pour toute la durée de conception et de mise en œuvre du projet, jusqu'à sa pleine réalisation. Elle sera adaptée au rythme de la vie du parc d'activités, avec une variété d'interlocuteurs différents. A cet effet, un renouvellement de ce document sera opéré, dans l'optique de Contrat de Parc (Gestion Durable des Parcs d'activités).
- Cette convention aura une pleine portée « contractuelle » car sera annexée au traité de concession en cas de maîtrise d'ouvrage publique, au CCCT en cas d'appel à projets ou document contractuel en cas de négociation.



- Un tableau de bord sera tenu à jour et diffusé, pour restituer l'état de mise en œuvre des objectifs, actions et projets.

ARTICLE 9 : La première clé de réussite de la démarche est la prise en compte du parc d'activités à toutes les phases de son développement : conception, réalisation, gestion et recyclage du parc sur lui-même, dans une logique globale d'anticipation du devenir du foncier aménagé.

Le cycle global mentionné ci-dessus ne pourra être appliqué dans sa totalité qu'aux parcs futurs ou en cours de conception. Une deuxième phase pourra consister en l'adaptation de cette Charte sur les parcs d'activités existants.

ARTICLE 10 : La présente charte fait de la Gouvernance la clé de voûte de l'ensemble du système et instaure un dispositif de gouvernance à triple niveaux pour assurer la mise en œuvre et le suivi de l'application de la Charte :

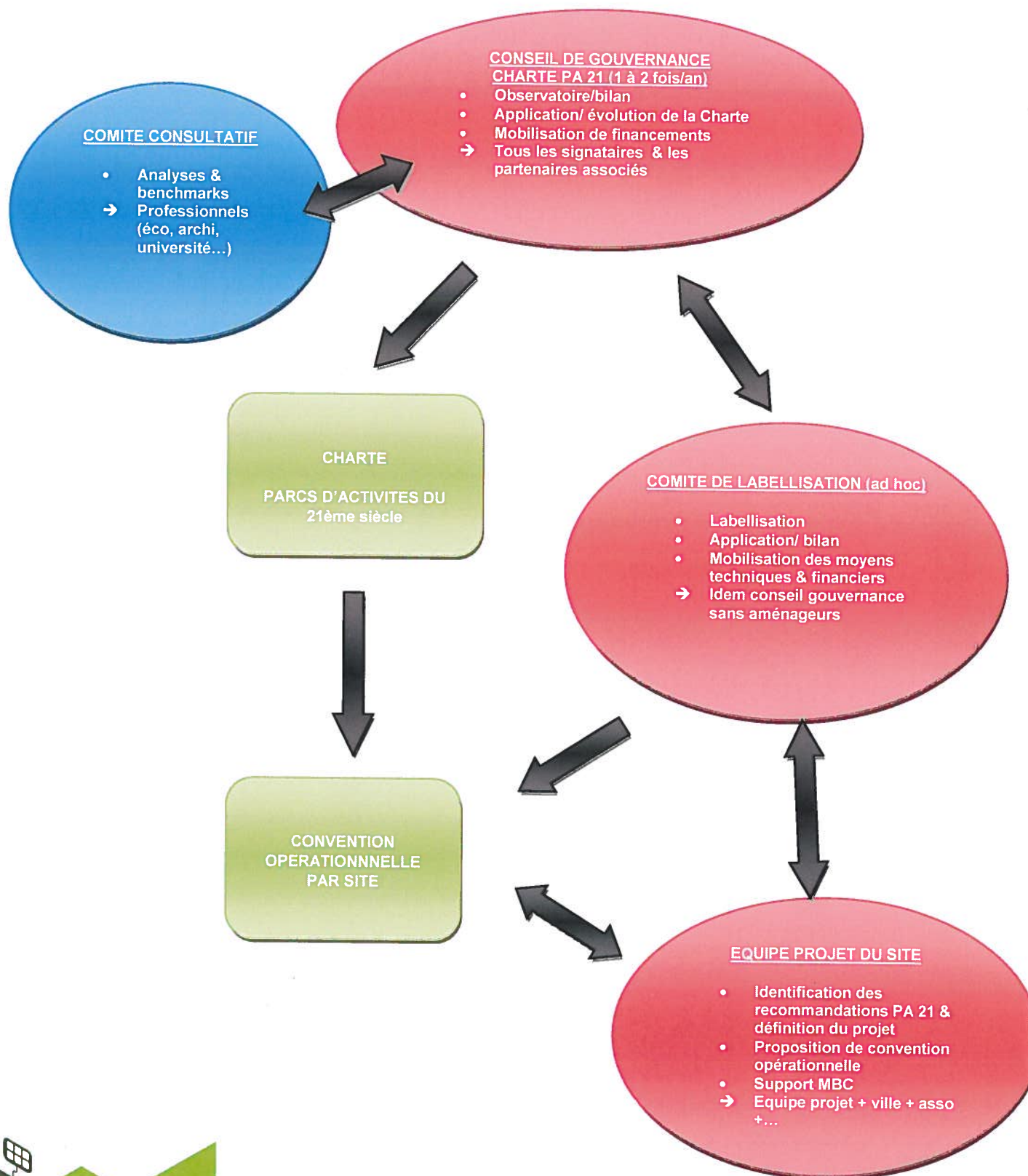
- **Un « Conseil de gouvernance » de la Charte.** Celui-ci sera le garant du suivi et de la mise en œuvre globale de la présente Charte. Il réunira l'ensemble des organismes signataires, les maires (ou leurs représentants), les élus communautaires des communes concernées et 3 représentants d'entreprises industrielles, logistiques et de PME-PMI.
 - Objectifs & missions : garant des objectifs et grandes orientations de la Charte, ainsi que de sa qualité et son application effective, il procède à l'évaluation de l'application de la Charte, décide des évolutions éventuelles à apporter à la Charte au regard de ces évaluations. Il promeut son application sur le territoire.
 - Composition : présidé par Lille Métropole, il est composé des représentants élus de tous les organismes signataires de la Charte.
 - Régularité : Il se réunit une à deux fois par an à Lille Métropole et les convocations sont envoyées par Lille Métropole.
- **Un Comité de labellisation** : organe de labellisation et de suivi de l'application de la Charte sur chacun des sites.
 - Objectifs et missions : ce comité de suivi est l'organe de labellisation de chacune des conventions opérationnelles. Il est également l'organe technique de mise en œuvre de la Charte, dans ses dimensions juridiques, techniques et financières (proposition, élaboration et mise en place des solutions techniques, juridiques et financières à promouvoir dans le cadre de la Charte, autorisation et évaluation des expérimentations, mobilisation de leviers techniques et financiers externes...). A ce titre, il est tenu informé de l'avancement des conventions opérationnelles et de leur



- mise en œuvre et est également habilité à proposer des améliorations au Conseil de Gouvernance.
 - Composition : il est composé des représentants techniques de tous les organismes signataires, exception faite des aménageurs de l'économie mixte et privés, en raison de son rôle de sélection et labellisation des projets.
 - Régularité : instance ad hoc, il se réunit autant que de besoin, en particulier en fonction de la réalisation de conventions opérationnelles par sites.
- **Un comité consultatif de professionnels**, habilité à donner un avis consultatif, dans l'objectif de conseiller les signataires sur l'amélioration en continu de la présente charte des Parcs d'Activités du 21ème siècle.
 - Objectif et missions : il a pour rôle de mettre en lumière les bonnes pratiques et les difficultés rencontrées. Pour ce faire, il réalise des analyses techniques, études de cas et benchmarks comparatifs. Il est habilité à restituer ses conclusions au conseil de gouvernance et à faire toute proposition d'amélioration qu'il juge utile de mettre en œuvre.
 - Composition : il est composé de professionnels représentant les entreprises, les aménageurs publics et privés, des architectes, des urbanistes, des universitaires...
 - Régularité : il se réunit en fonction des avancées souhaitées et des problématiques rencontrées.



Schéma de gouvernance



PARTIE IV : Mettre en place des leviers juridiques, techniques et financiers innovants pour favoriser la prise en compte des problématiques de développement durable sur les parcs d'activités

ARTICLE 11 : Principes de la boîte à outils technique et financière de la Charte :

Lille Métropole s'engage à mobiliser des moyens d'ingénierie et d'études pour les mettre à disposition de nos partenaires et ainsi, en particulier lors de la rédaction de la convention opérationnelle, définir ensemble les conditions optimales d'utilisation de la charte.

- La Charte ouvre la possibilité de l'expérimentation
- L'accompagnement financier et/ou technique sera progressif et fonction de l'engagement et de l'ambition du projet et donc de la convention opérationnelle La Charte établit une base de dialogue avec l'Etat

Accompagnement de l'aménageur :

- En cas de maîtrise d'ouvrage publique :
 - la convention opérationnelle est annexée au traité de concession. Sa valeur juridique est identique à toute annexe du traité.
 - La Charte des Parcs d'activités du 21ème siècle est intégrée aux études pré-opérationnelles (lot de coordination) pour faciliter & accentuer la traduction de la Charte sur chacun des sites considérés.
 - Mise à disposition par Lille Métropole d'outils d'ingénierie technique (compétences internes, marché à bons de commande...)
 - Eventuels dispositifs de soutien ou d'accompagnement financier (Lille Métropole, fonds européens, régionaux et départementaux, ADEME)
 - Compétences Lille Métropole
 - Identification de champs particulièrement innovants (6 valeurs) où le marché ne va pas
 - Identification des champs de compétence ADEME, Europe etc
- En cas de maîtrise d'ouvrage privée ou d'appel à projets :
 - Négociation de la convention opérationnelle en phase de conception.
 - Mise à disposition par Lille Métropole d'outils d'ingénierie technique (compétences internes, marché à bons de commande...)



- Eventuels dispositifs de soutien ou d'accompagnement financier (Lille Métropole, fonds européens, régionaux ou départementaux, ADEME)
 - Compétences Lille Métropole
 - Identification de champs particulièrement innovants (6 valeurs) où le marché ne va pas
 - Identification des champs de compétence ADEME, Europe etc

Accompagnement de l'implantation de l'entreprise sur un parc d'activités du 21ème siècle :

- Bonification des aides économiques lors de l'implantation sur un parc labellisé
- Dispositif de soutien au prix du foncier en sortie
- Phasage de la dépense, avec remise sur le foncier si réalisation effective du projet

ARTICLE 12 : la démarche PA 21 sera traduite dans les documents d'urbanisme de Lille Métropole.

Le Schéma de Cohérence Territoriale intégrera en particulier l'ensemble des grands principes et valeurs de la Charte dans son volet aménagement économique.

La Charte permettra par ailleurs d'appliquer des dispositifs expérimentaux qui pourront après évaluation et s'ils ont fait la preuve de leur efficacité être traduits dans le PLU 2. Un zonage « Parcs d'activités du 21ème siècle » pourrait ainsi être mis en place dans le cadre de la révision du PLU. Lille Métropole s'attachera à travailler cette possibilité selon la même méthode partenariale.



PARTIE V : Mettre en place une Charte évolutive pour gagner en efficacité

ARTICLE 13 : La présente Charte des Parcs d'activités est valable pour une durée de 3 ans renouvelable. Chaque année, elle fera l'objet d'un bilan auprès du Conseil de Gouvernance, qui pourra, sur la base de cette évaluation, décider d'améliorations à apporter à la présente Charte et ses objectifs.

Les conventions opérationnelles par site, annexées au traité de concession, au cahier des charges de cession de terrain ou à tout document juridique validant l'aménagement du site, sont valables le temps de la validité de ces documents, pour la durée du projet d'aménagement, avec la possibilité d'une clause de revoyure annuelle pour vérifier la compatibilité des engagements pris avec l'évolution du projet, la réalité économique et physique du site considéré.

ARTICLE 14 : La Charte fera l'objet d'une évaluation annuelle, présentée devant le comité de suivi ainsi que le conseil de Gouvernance qui validera les conclusions et les orientations induites. Cette évaluation pourra donc conduire à l'évolution de la Charte, au regard des expérimentations et des évolutions techniques, juridiques, grâce à une clause de revoyure annuelle.

ARTICLE 15 : Lille Métropole mettra à disposition de tout signataire les moyens de communication qu'elle accorde à la politique des Parcs d'activités du 21ème siècle, dans le cadre d'un plan de communication commun.

Cette communication, conçue avec ses partenaires, (presse, newsletter des parcs, kakémonos, signalétique mise en place...) se fera à une double échelle : à l'échelle de la Charte globale et à celle de toutes les conventions opérationnelles issues de celle-ci.

ANNEXE : Tableau des recommandations



SIGNATAIRES


LILLE METROPOLE
Michel-François
DELANNOY

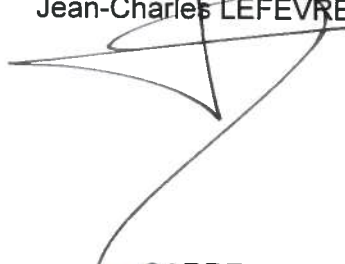

CCI GRAND LILLE
Philippe HOURDAIN


CHAMBRE DE METIERS
ET DE L'ARTISANAT
Alain GRISET

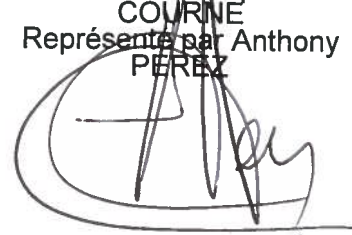
ADEME
Bruno LECHEVIN
Représenté par Bruno
FRIMAT



CONSEIL DE
DEVELOPPEMENT
Jean-Charles LEFEVRE



ALSAI
Jean-Christophe
COURNE
Représenté par Anthony
PEREZ



GFA
Jean GADENNE



GARRE
CONSTRUCTEUR
Guillaume PASTOUR



CIRMAD
Thierry MABILLE DE
PONCHEVILLE



GAIAC
Sophie NIVESSE



IMMOCHAN
Marc RIGAUD



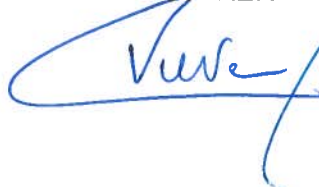
IMMO MOUSQUETAIRES
David DE BOSSCHERE



IRD- REGION NORD PAS
CALAIS
Olivier COUSTENOBLE




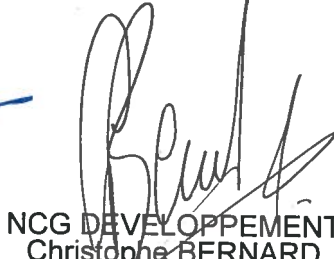
KIEKEN
Xavier KIEKEN




LOGINOR
Sébastien LESUR



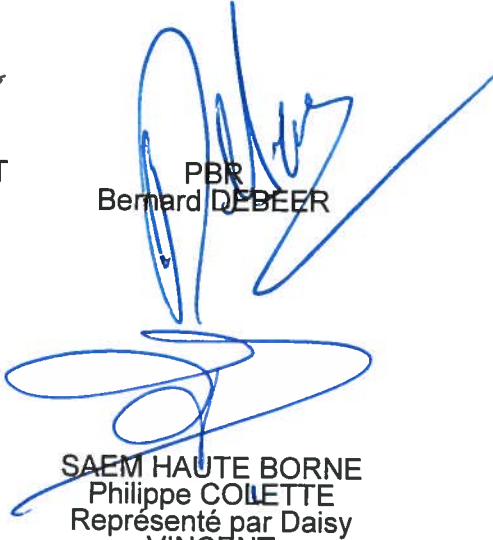

NACARAT
Thomas LIERMAN


NCG DEVELOPPEMENT
Christophe BERNARD


PBR
Bernard DEBEER

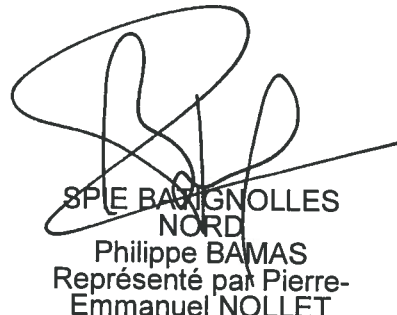

POLYGONE
Edouard D'HONDT



PREAM
Nicolas GEORGES


SAEM HAUTE BORNE
Philippe COLETTE
Représenté par Daisy
VINCENT


SEM VILLE
RENOUVELEE
Jean BADAROUX
Représenté par Laurent
BATTEUX


SOREL
Fabienne DUWEZ


SPL BALIGNOLLES
NORD
Philippe BAMAS
Représenté par Pierre-
Emmanuel NOLLET


SPL EURALILLE
Michel BONORD

